

« La nécessité de fonder la politique sur la science a éloigné celle-ci du contrôle démocratique »

Christian Brodhag

Professeur émérite de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne

Publié par le Monde le 21 mars 2022

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/21/la-necessite-de-fonder-la-politique-sur-la-science-a-eloigne-celle-ci-du-controle-democratique_6118387_3232.html

L'ancien délégué interministériel au -développement durable Christian Brodhag plaide, dans une tribune au « Monde », en faveur d'institutions associant les citoyens à la construction de politiques basées sur une connaissance scientifique acceptée.

L'offre politique et le débat de la campagne présidentielle semblent, pour l'instant, se réduire à un marketing politique qui conduit les candidats à formuler des propositions visant spécifiquement chacun des segments de la population.

Or, la somme des intérêts particuliers n'est pas l'intérêt collectif. Faire société dépasse les échelles catégorielle et individuelle. En société, la liberté individuelle repose aussi sur des règles collectives et des institutions qui organisent les droits et les devoirs des citoyens. Faire société au niveau de la nation repose sur la confiance dans les institutions et sur l'usage de règles collectives acceptées. Le débat sur les institutions est aujourd'hui dominé, au mieux, par des revendications de participation plus démocratique, au pire par la dévalorisation des élus et de la démocratie représentative elle-même. L'insoumission et la contestation du « système » rallient les électeurs vers les partis extrêmes.

L'économiste et sociologue allemand Max Weber (1864-1920) distinguait, il y a un siècle, trois sources de légitimité : deux modèles archaïques, les pouvoirs traditionnel et charismatique, remplacés historiquement par le modèle rationnel légal, qui appuie l'élaboration du droit sur les institutions sociales et politiques.

Or, les deux modèles archaïques reviennent en force. Le pouvoir traditionnel prend aujourd'hui la forme de revendications religieuses solidement installées dans les Etats religieux. Le pouvoir charismatique prend la forme de leaders tribuniciens en prise directe avec le peuple, via notamment les réseaux sociaux. Les « démocraties » tiennent lieu de modèles alternatifs, au niveau mondial.

Décrédibilisation des institutions

En s'incarnant dans la bureaucratie et la technocratie, le modèle « rationnel légal » n'a pas tenu ses promesses. En s'éloignant du peuple, il a perdu sa légitimité. L'Etat n'est plus ce Léviathan qui possède et contrôle toutes les informations. L'information et les connaissances sont désormais partagées. Le numérique et les réseaux sociaux contribuent à la décrédibilisation des institutions, et même de la réalité au profit de vérités alternatives.

Il est donc aujourd'hui nécessaire d'actualiser et de dépasser le modèle rationnel légal, si l'on veut sauver la démocratie. Les transitions écologique et numérique sont des défis nouveaux pour les institutions et les règles sociales, parce qu'elles les transforment en profondeur. En effet, elles ne touchent pas directement les règles elles-mêmes, mais les connaissances qui fondent ces règles, et celles qui orientent les comportements des acteurs et des institutions.

La science et sa compréhension sont au cœur de cette mutation politique. L'identification et la prise en compte des limites écologiques, comme les changements climatiques ou l'intégrité des écosystèmes, relèvent de disciplines scientifiques et de modélisations qui échappent à la perception et à la compréhension du profane.

La nécessité de fonder la politique sur la science éloigne celle-ci du contrôle démocratique direct et transfère une responsabilité de nature politique aux experts scientifiques. Cela implique une éthique nouvelle des chercheurs, une pluridisciplinarité qui dépasse le cloisonnement entre spécialités, ainsi que des interfaces de partage de la connaissance avec le politique et le citoyen profane.

Légitimité

Par exemple, les diagnostics du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), organe scientifique sur le sujet, servent de base à la définition des politiques au sein de la convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cette légitimité a été acquise par la mise en œuvre de processus rigoureux. Sur les questions de biodiversité ou d'adaptation au changement climatique, il convient de produire et de partager des connaissances localisées, considérant aussi bien la science académique que les connaissances citoyennes.

Le numérique est l'autre vecteur de cette mutation. Il organise la connaissance collective et façonne les modes de pensée. Dans sa version négative d'une véritable « déchéance de rationalité », les algorithmes des réseaux sociaux favorisent la diffusion de faits alternatifs à la réalité. Demain, l'intelligence artificielle, les jumeaux numériques et les métavers vont induire des règles comportementales et des cadres cognitifs nouveaux, et donc des institutions nouvelles à travers leurs algorithmes.

Or, ceux-ci échappent autant au contrôle politique que citoyen. La ville numérique et connectée disposera de nombreuses données que des modèles et l'intelligence artificielle traiteront en amont des décisions. Au-delà de la question des données personnelles, le regard politique doit donc porter aussi sur les bases conceptuelles de ces modèles et sur l'espace de délibération et de décision politique qu'ils permettront.

L'adoption des règles de vie collective et leur mise en usage réel, l'acceptabilité sociale des connaissances et des informations qui dépassent celles du bon sens du citoyen reposent sur leur crédibilité, leur pertinence et leur légitimité.

Transparence, traçabilité, évaluation

La crédibilité est relative à la perception par les acteurs de la qualité, de la validité et de la robustesse scientifique de la règle ou de l'information ; elle est fonction de la confiance dans le processus législatif et délibératif de production de la règle et de l'information.

La pertinence tient au fait que la règle ou l'information est appropriée pour guider le comportement ou le choix du décideur dans sa situation particulière.

Enfin, la légitimité reflète le sentiment que la diversité des intérêts et des systèmes de valeurs et de croyances des parties prenantes a été prise en compte.

Cette mutation nécessite, de la part des responsables politiques, des pratiques de transparence, de redevabilité, de traçabilité et d'évaluation, pour l'instant assez étrangères à l'exercice politique.

Il est nécessaire de considérer et de penser les bases d'une démocratie éclairée, qui assume la délégation de pouvoir tout en contrôlant ses élus, qui reconnaît la légitimité de la connaissance scientifique, tout en garantissant son indépendance.

Christian Brodhag, ancien délégué interministériel au -développement durable de 2004 à 2008, est président du Pôle national écoconception et de Construction21 France.